

Le danger Sarkozy

vendredi 19 janvier 2007, par [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 18 janvier 2007).

Dimanche 14 janvier, lors d'un show à l'américaine, Sarkozy était sacré candidat de l'UMP et unique champion de la droite française. Dans son discours, il a renoué avec certaines des traditions bonapartistes de la droite française. Au service des classes dominantes, il se présente comme « au-dessus des classes », « sensible » aux difficultés et aux souffrances sociales des classes populaires. Il se refuse à être « l'homme d'un seul parti » et veut « se tourner vers tous les Français sans exception ». Par un savant dosage, il tente de mêler des pseudo-critiques de la mondialisation capitaliste avec des thèmes populistes comme la dénonciation des « classes dangereuses », les attaques contre les étrangers ou la défense de la valeur travail... pour mieux remettre en cause des droits des travailleurs. Il est le zélé adepte des néo-conservateurs américains... mais cite Blum et Jaurès.

Bref, il dit une chose et son contraire. Du coup, Balladur le reprend et le somme de « faire du Sarkozy et de ne pas tomber dans des discours trop contradictoires ».

Il y avait, dimanche 14 janvier, porte de Versailles, un grand absent, le Medef. Pourtant, derrière la démagogie populiste, les propositions de Sarkozy sont exactement les formulations politiques du programme patronal. Sous un discours rassembleur, il y a une batterie de mesures libérales pures et dures qui annoncent la prochaine offensive des classes dominantes pour adapter le « modèle social français » à la concurrence mondiale. C'est le contrat unique avec allègement des critères pour licencier, la remise en cause des 35 heures en exonérant les heures supplémentaires de charges sociales et d'impôt sur le revenu, de nouvelles attaques contre les retraites en repoussant le droit à la retraite à 65 voire 67 ans, le plafonnement des impôts à 50 % des revenus, accentuant la politique de cadeaux fiscaux aux plus riches, en particulier les bénéficiaires de l'impôt sur la fortune. Il propose d'augmenter la pression sur les chômeurs s'ils refusent « plus de deux offres successives ». Il remet aussi en cause le droit de grève en « imposant un vote à bulletins secrets dans les huit jours du déclenchement d'une grève dans une entreprise, une université, une administration ». Quant aux étrangers, les dernières déclarations du candidat UMP confirment de nouvelles attaques contre leurs droits. Il refuse ainsi d'ouvrir le droit opposable au logement à ceux qui n'ont pas une carte de séjour de dix ans. Il cite Jaurès et Blum mais ses discours s'adressent à l'électorat xénophobe de Le Pen.

À droite, la situation est maintenant clarifiée. Tout le monde s'est aligné, les partisans de Chirac et de Villepin ont perdu la partie. Ultralibéral, atlantiste, communautariste, le projet de Sarkozy, largement inspiré des néo-conservateurs américains, représente une rupture avec une certaine tradition de la droite française issue du gaullisme. C'est aussi une droite autoritaire, antisociale, violente. Bien entendu, l'homme de Neuilly doit composer avec les siens - un peu moins de rupture, un peu plus de Constitution de la V^e république, un peu de Chirac - mais sans perdre de vue l'objectif de reconquérir une certaine base politique et sociale pour préparer les chocs sociaux de demain.

Pour nous, c'est clair, Sarkozy représente un grave danger, et cette droite doit être battue dans la rue comme dans les urnes. La droite sarkozienne et la gauche ce n'est pas pour nous « bonnet blanc et blanc bonnet ». Nous faisons une différence. Mais, justement, une des principales accusations que nous lançons contre la gauche sociale-libérale c'est de ne pas vraiment combattre cette politique de la droite.

Comment s'opposer radicalement à la politique fiscale de la droite si, comme le PS, on n'annonce pas de rupture radicale avec les cadeaux fiscaux faits aux plus riches ? Même les timides propositions de Hollande sur la nécessité d'augmenter les impôts sur les revenus au-dessus de 4 000 euros net mensuels ont été écartées par Royal. Comment rejeter les plans de démolition des retraites lorsqu'on refuse de défendre le droit à la retraite à 60 ans après 37,5 annuités de cotisation ? Comment combattre la démagogie de Sarkozy sur le pouvoir d'achat en ne promettant qu'une augmentation du Smic à 1 500 euros brut sur la législature de 5 ans ? Comment démonter les arguments du candidat de l'UMP sur l'emploi sans une politique radicale de défense du droit à l'emploi, d'interdiction des licenciements par la loi et de réduction du temps de travail sans perte de pouvoir d'achat et sans flexibilité ? Comment lutter contre les dérives sécuritaires sarkoziennes si, comme Royal, en même temps, on préconise « l'encadrement militaire » des jeunes délinquants ? Enfin, comment s'opposer à la droite libérale si on refuse de s'en prendre au patronat et à ses profits ?

Pour combattre vraiment Sarkozy, il faut une vraie gauche de combat anticapitaliste, c'est le sens de la campagne d'Olivier Besancenot.

P.-S.

* Paru en « Premier plan » dans Rouge n°2189 du 18 janvier 2007.